

**Acheteur public :** Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
Siège Administratif  
7 avenue Edouard Belin CS 54005  
31055 Toulouse Cedex 4

**Direction service :** DER/ATM

## Règlement de consultation

**Numéro de la consultation :** 202500FCS085

**Objet de la consultation :** Services de support à l'environnement de simulation du contrôle aérien

**Procédure de passation :** Procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 1° et 4° du Code de la commande publique

**Date limite de remise des CANDIDATURES :** Le vendredi 5 décembre 2025 - 12:00

**Sont acceptés EXCLUSIVEMENT les plis électroniques**

# Sommaire

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
3.1 Procédure de passation .....	3
3.2 Allotissement.....	4
3.3 Forme et étendue .....	4
3.4 Tranches .....	5
3.5 Durée.....	5
3.6 Lieu d'exécution .....	5
3.7 Variantes .....	5
3.7.1 Variantes obligatoires .....	5
3.7.2 Variantes facultatives.....	5
3.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3.9 Considérations sociales .....	5
3.10 Considérations environnementales.....	5
<b>ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>6</b>
4.1 Contenu des documents de la consultation.....	6
4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques.....	6
4.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents .....	6
4.2.2 Conditions de transmission des plis .....	6
4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature).....	10
4.3.1 Date et heure de réception des plis.....	10
4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	10
4.3.3 Modification des documents de la consultation.....	10
4.3.4 Prolongation du délai de réception des candidatures.....	10
4.4 Visite sur site.....	10
<b>ARTICLE 5 - CANDIDATURE.....</b>	<b>11</b>
5.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance .....	11
5.2 Motifs d'exclusion .....	11
5.3 Présentation de la candidature .....	11
5.4 Tâches essentielles .....	12
5.5 Examen des candidatures .....	12
5.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs .....	12
5.7 Vérification des motifs d'exclusion .....	13
5.8 Critères de sélection des candidatures .....	13
<b>ARTICLE 6 - OFFRE.....</b>	<b>13</b>
6.1 Présentation de l'offre.....	13
6.2 Examen des offres .....	14
6.3 Critères de jugement des offres .....	15
6.4 Durée de validité des offres.....	16
6.5 Echantillons.....	16
<b>ARTICLE 7 - DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 - ATTRIBUTION .....</b>	<b>16</b>
8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve .....	17
8.2 Interdiction d'attribution .....	18
8.3 Mise au point.....	18
8.4 Signature .....	18
<b>ARTICLE 9 - LANGUE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10 - CONTENTIEUX .....</b>	<b>19</b>

## Article 1 - Acheteur

La procédure est portée par :

L'ENAC

Adresse : 7, Avenue Edouard BELIN

Code Postal : 31055

Ville : TOULOUSE

Siret : **193 112 562 00015**

Téléphone : +33 5 62 17 40 00

Il est représenté par son Directeur Général ou son représentant.

## Article 2 - Objet de la consultation

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de support à l'environnement de simulation du contrôle aérien au profit notamment des cycles et stages de formation de l'ENAC.

Ces formations pourront se dérouler à l'ENAC, ou à l'extérieur dans des centres de contrôle français ou étrangers.

Il s'agit plus précisément de prestations de support dites prestations d'opérateurs de simulateurs.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 34962230-9 : Formation au contrôle du trafic aérien

## Article 3 - Conditions de la consultation

### 3.1 Procédure de passation

La consultation fait l'objet d'une procédure restreinte, avec négociation conformément à l'article R.2124-3 4° du code de la commande publique, du fait de sa nature particulière, de sa complexité et des risques sur la performance et la pérennité de l'outil de formation de l'ENAC des contrôleurs de la circulation aérienne.

La formation initiale des contrôleurs aérien est l'objet d'une réglementation stricte au niveau international, européen et français. L'ENAC est l'organisme de la formation initiale des ingénieurs du contrôle aérien. Les élèves y suivent les quatre premiers semestres de ladite formation initiale, à l'issue de laquelle les ICNA stagiaires doivent avoir obtenu la licence stagiaire comportant les qualifications définies dans le règlement (UE) du 20 février 2015 et le règlement d'exécution (UE) du 21 avril 2023 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux licences et certificats de contrôleur de la circulation aérienne et les mentions linguistiques anglais et français.

Les organismes de formation, dont l'ENAC, doivent obtenir et maintenir un certificat en application du règlement CE °216/2008 et du règlement (UE) 2015/340.

Outre le respect des programmes de formations détaillés par les règlements sus mentionnés, l'ENAC doit mettre à disposition des élèves contrôleurs aériens des moyens de formations

pratiques qui permettent d'atteindre les objectifs pédagogiques définis dans les programmes.

Les simulateurs ATC temps réels qui sont régulièrement audités par la DSAC pour valider qu'ils répondent aux AMC de l'IR ATCO représentent une partie importante de ces outils.

La prestation opérateurs de simulateurs objet du marché est inhérente au bon fonctionnement des simulations ATC temps réel. Il est indispensable pour l'ENAC que les opérateurs de simulateurs aient la capacité de fournir un environnement de travail réaliste. Pour cela ils doivent connaître les degrés de formation, les outils, la phraséologie, les consignes nécessaires à atteindre les objectifs pédagogiques. Cette prestation d'opérateurs de simulateur est donc d'une nature très particulière et les profils répondant à ces conditions sont peu nombreux, ils sont à rechercher dans des populations spécifiques (anciens contrôleurs militaires, anciens pilotes militaires ou civils), jeunes pilotes en attente d'affectation.

La continuité de service doit être assurée pour ne pas mettre en péril la formation pratique des élèves. Plus de 700 heures en moyenne de pseudo pilotage étant assurées chaque semaine, qu'il serait impossible de replanifier. Par ailleurs, une moindre qualité de la prestation ferait peser un risque sur l'atteinte des objectifs pédagogiques de la formation.

Le risque concerne le recrutement et l'obtention des habilitations pour le personnel du prestataire. Sans ces homologations, les personnels ne pourront pas assurer les créneaux, la formation pratique sera suspendue et l'ENAC ne sera plus en mesure de délivrer les licences de contrôles stagiaires.

En raison de la confidentialité des simulations de formation pratique, le CCTP ne peut refléter toute la complexité de la formation des opérateurs, qui peut se dérouler sur une période de 15 à 18 mois selon les opérateurs recrutés.

Ainsi, pour garantir l'égalité de traitement entre les candidats, il est nécessaire de négocier les modalités de reprise de l'activité.

L'étude seule des réponses des candidats peut être insuffisante pour évaluer l'adéquation de la proposition au besoin. Une phase de négociation permettra de clarifier les offres des candidats sur les profils, les moyens et le calendrier de reprise et optimiser l'adéquation de leur réponse aux attendus en termes de qualité des prestations objet du présent accord-cadre.

### **3.2 Allotissement**

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Les prestations font l'objet d'un lot unique compte tenu de l'absence de prestations distinctes.

### **3.3 Forme et étendue**

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu pour toute sa durée d'exécution :

- sans minimum
- avec un montant maximum de 15 000 000 d'euros HT.

Les volumes indicatifs sont fournis au CCTP.

Le présent marché cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

### **3.4 Tranches**

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

### **3.5 Durée**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

L'exécution des prestations débutera à compter de la réception d'un ordre de service correspondant (au plus tôt le 22 juin 2026).

Le délai entre la date de notification et le début d'exécution des prestations doit permettre de réaliser le transfert de compétence entre l'ancien et le nouveau titulaire.

### **3.6 Lieu d'exécution**

Les formations se dérouleront sur le site de l'ENAC – Toulouse. Le prix de chaque UO comprend les frais de déplacement.

Exceptionnellement, elles pourront se dérouler sur les autres sites de l'ENAC, ou à l'extérieur dans des centres de contrôle français ou étrangers. Les frais de déplacement inhérents seront réglés selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAP.

### **3.7 Variantes**

#### **3.7.1 Variantes obligatoires**

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

#### **3.7.2 Variantes facultatives**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

### **3.8 Prestations supplémentaires éventuelles**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

### **3.9 Considérations sociales**

Le présent accord-cadre comprend des dispositions sociales comme condition d'exécution telles que décrites au CCAP.

#### **3.10 Considérations environnementales**

Le présent accord-cadre comprend un critère environnemental.

## Article 4 - Information des candidats

### 4.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation
- le bordereau de prix
- Le devis estimatif et quantitatif servant de base au jugement des offres
- le cahier des clauses administratives particulières
- le cahier des clauses techniques particulières
- l'acte d'engagement
- Annexes au CCTP :
  - o Annexe 1 : plan BS
  - o Annexe 2 : découpage horaire
  - o Annexe 3 : modèle ordre de service exceptionnel
  - o Annexe 4 : ratio opérateurs
  - o Annexe 5 : test d'habilitation
  - o Annexe 6 : fiche aptitude
  - o Annexe 7 : schéma de programmation de l'activité
  - o Annexe 8 : modèle ordre de service hebdomadaire
  - o Annexe 9 : modèle fiche incident
  - o Annexes 10 et 10 bis : Planification de l'activité forte et faible
  - o Annexe 11 : écart entre les heures commandées et réalisées en 2025
  - o Annexes 12 et 12 bis : plans de charge prévisionnels 2026 et 2027

### 4.2 Principes généraux sur les échanges électroniques

#### 4.2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Conformément à l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition le dossier de consultation exclusivement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les candidats devront répondre EXCLUSIVEMENT par voie électronique.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

La Personne Publique s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne.

Le candidat devra se référer aux outils informatiques et au guide d'utilisation disponibles sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> pour toute action sur ledit site.

Ces deux documents décrivant l'utilisation du site <https://www.marches-publics.gouv.fr> font partie intégrante du règlement de la consultation.

#### 4.2.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme. Pour ce faire :

- Le candidat accède à la consultation avec le bouton « Accéder à cette consultation » depuis la colonne « Actions » du tableau de bord.
- Puis, le candidat doit sélectionner l'onglet « Dépôt ».

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec l'acheteur avant la date limite de remise des offres.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques ;
- mode opératoire DUME pour les opérateurs ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des opérateurs ;
- foire aux questions ;
- lien vers des documents de référence ;
- outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE), notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

### **Horodatage**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite, fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde papier / physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;



- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R. 2184-12 et R. 2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante : 7 avenue Edouard Belin, CS 54005, 31055 Toulouse Cedex 4.

### **Copie de sauvegarde électronique**

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;

- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## **4.3 Echanges électroniques relatifs à cette consultation (candidature)**

### **4.3.1 Date et heure de réception des plis**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnés en page de garde. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

### **4.3.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions**

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile **au plus tard 10 jours avant la date de réception des candidatures soit le 25/11/2025 à 12h00** sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

### **4.3.3 Modification des documents de la consultation**

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

### **4.3.4 Prolongation du délai de réception des candidatures**

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des candidatures, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

## **4.4 Visite sur site**

Sans objet

## Article 5 - Candidature

### 5.1 Précisions sur les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

Aucune forme de groupement n'est imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

### 5.2 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion, sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation, n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

### 5.3 Présentation de la candidature

**A ce stade, seuls les dossiers de candidatures sont à fournir.**

**A l'issue de l'application des critères de sélection des candidatures, seuls les 3 candidats les mieux classés seront invités à présenter une offre.**

**Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas le minimum prévu par l'acheteur, l'ENAC poursuivra la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.**

Le dossier à remettre par chaque candidat à ce stade de la consultation comprendra les pièces suivantes :

### **Justificatifs candidature**

- Lettre de candidature (DC1 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Les échanges au cours de la passation se faisant principalement par voie dématérialisée, les candidats doivent fournir **l'adresse électronique de deux personnes habilitées**.

- Déclaration du candidat (DC2 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

**- Un dossier de candidature comprenant les éléments nécessaires au jugement des candidatures conformément aux critères définis ci-après et notamment :**

#### **Capacités professionnelles**

- Les moyens humains
- Les références des prestations similaires des trois dernières années
- Les qualifications et certifications (SMQ ISO 9001 version 2015 ou équivalent, certification organisme de formation...)

#### **Capacités financières**

- Le chiffre d'affaires des trois dernières années
- La part du chiffre d'affaires que représente les prestations similaires
- La part du chiffre d'affaires par rapport au montant maximum de l'accord-cadre

### **5.4 Tâches essentielles**

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

### **5.5 Examen des candidatures**

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

L'acheteur n'a pas fixé de minimum de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

### **5.6 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

### **5.7 Vérification des motifs d'exclusion**

En application des dispositions de R. 2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

### **5.8 Critères de sélection des candidatures**

Les critères de sélection sont les suivants :

#### **1. Capacités professionnelles (pondération : 60%)**

Seront pris en compte

- Les moyens humains (20%)
- Les références des prestations similaires des trois dernières années (20%)
- Les qualifications et la certification SMQ ISO 9001 version 2015 ou équivalent (20%)

#### **2. Capacités financières (pondération : 40%)**

Seront pris en compte :

- La part du chiffre d'affaires que représente les prestations similaires (20%)
- Le chiffre d'affaires des trois dernières années (10%)
- La part du chiffre d'affaires par rapport au montant maximum de l'accord-cadre (10%)

La note finale sera obtenue par addition de l'ensemble des notes pondérées sur chaque critère de sélection des candidatures.

## **Article 6 - Offre**

### **6.1 Présentation de l'offre**

**Seuls les candidats admis à présenter une offre seront amenés à remettre les éléments ci-dessous.**

### Contenu de l'offre :

- Acte d'engagement
- Bordereau des Prix dûment complété
- Le devis estimatif et quantitatif servant de base pour le jugement des offres
- Un mémoire technique reprenant l'ensemble des éléments nécessaires à la vérification de la conformité de l'offre par rapport aux spécifications techniques du CCTP et les informations nécessaires pour le jugement des offres en fonction des critères fixés ci-après et notamment :
  - o La politique mise en œuvre pour limiter le turn-over
  - o Les modalités mises en œuvre pour absorber les fluctuations de charges et de volume inopinées sans mettre en péril la qualité des prestations
  - o L'organisation prévue pour répondre rapidement au besoin de planification exceptionnelle
  - o L'organisation mise en place pour garantir le SMQ et les indicateurs choisis pour mesurer la satisfaction client
  - o L'organisation mise en place pour répondre aux besoins de recrutement et de formation ainsi qu'aux besoins de flexibilité liés à la programmation
  - o La description de la méthode et des moyens qu'il a l'intention de mettre en œuvre en vue de la prise en main du marché et en particulier les moyens mis en œuvre pour présenter des opérateurs formés et habilités. En s'appuyant sur l'Annexe 12 et Annexe 12 bis, charge prévisionnelle 2026-2027, la manière de procéder devra être détaillée :
    - Le nombre de personnes qu'il envisage d'embaucher pour réaliser la prestation au moins pour la première année d'exécution du marché : juillet 2026-juin 2027
    - Les CVs des personnes pressenties
    - Le plan de formation envisagé et le calendrier associé
    - Le volume de formation qu'il doit acheter au titulaire précédent.
    - La durée de la période de recouvrement, si elle s'avère nécessaire, avant cette échéance. Elle permettra de fixer la date de début d'exécution du marché.
    - L'organisation qui lui permettra d'absorber les variations de charge au cours de l'année.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R. 2193-1 alinéa 2 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

### **6.2 Examen des offres**

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de

l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation (article L. 2152-4 du Code de la Commande Publique).

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure (article L. 2152-3 du Code de la Commande Publique).

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale (article L. 2152-2 du Code de la Commande Publique).

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

### **6.3 Critères de jugement des offres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants :

#### **1. Valeur technique (pondération : 65%)**

- Adéquation et qualité de la réponse de l'offre par rapport aux spécifications et aux exigences du DCE (35%)
- Profil des intervenants : qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution du marché, reconnaissance de l'expertise dans les domaines visés (30%)

#### **2. Prix des prestations (pondération : 30%)**

Ce critère sera jugé sur la base du montant total HT du scénario de commande.

*Ce critère sera jugé sur la base du montant total TTC du scénario de commande dans le cas où les candidats seraient soumis à des taux de TVA différents.*

#### **3. Critère environnemental : 5%**

Modalités mises en œuvre pour limiter le bilan carbone des déplacements des personnes affectées à la réalisation de la mission.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues)
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer
- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue sur le critère prix au regard de sa pondération.

La note finale sera obtenue par addition de l'ensemble des notes pondérées sur chaque critère de sélection des offres.

#### **6.4 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables 6 mois à compter de la date limite de remise des offres finales.

En tant que de besoin, l'acheteur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

#### **6.5 Echantillons**

Sans objet

### **Article 7 - Déroulement des négociations**

L'ENAC se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires ayant déposé une offre recevable.

Les négociations pourront se dérouler en une ou plusieurs phases successives. Elles pourront être engagées par écrit ou par le biais d'une ou plusieurs audition(s). Dans ce dernier cas, les soumissionnaires recevront une convocation, leur indiquant précisément les modalités de cette audition (forme, date, heure, durée, lieu, contenu).

Les négociations se dérouleront en français, à charge pour les candidats de faire intervenir un interprète.

Les négociations, qui seront effectuées dans des conditions de stricte égalité, auront pour objet de préciser ou d'adapter, le cas échéant, les termes des documents initiaux de la consultation et/ou la teneur des offres des soumissionnaires, y compris dans leur dimension financière et le cas échéant de régulariser les offres irrégulières. L'ENAC ne transmettra pas de manière discriminatoire d'informations susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres. De même, les discussions menées au cours des négociations seront confidentielles et respecteront le secret des affaires.

Les négociations ne peuvent modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans le règlement de la consultation.

L'ENAC se réserve le droit de ne pas négocier et par la même de titulariser l'offre économiquement la plus avantageuse suite au classement issu de l'analyse des offres initiales. Les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition dès le stade de la remise des offres initiales.

### **Article 8 - Attribution**

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R. 2181-1 et suivants du code de la commande publique.



## 8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves relatifs aux motifs d'exclusion que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis

En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuves directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques. Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques). Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du CCP
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale
- Le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
  - o certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))
  - o certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
  - o pour tout employeur occupant au moins vingt salariés le cas échéant, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés

## **8.2 Interdiction d'attribution**

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

## **8.3 Mise au point**

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

## **8.4 Signature**

L'accord-cadre est signé électroniquement ou de manière manuscrite par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement qui lui est adressé par l'acheteur.

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1<sup>er</sup> cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-signature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2<sup>ème</sup> cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le seul mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## **Article 9 - Langue**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 10 - Contentieux**

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de :  
Tribunal Administratif de Toulouse  
68 Rue Raymond IV  
31000 Toulouse  
Tel. : +335 62 73 57 57  
Fax : +335 62 73 57 40